

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 021643/KK P relatif au projet de **construction d'une centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit Bois Martin à Goven (35)**, déposé par la société Sterenn Renouvelables, reçu le 29/07/2026 et considéré complet le 19/08/2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°30 « installations photovoltaïques de moins de 3 MWc » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- installation de panneaux photovoltaïques sur structures fixes, d'une hauteur maximale de 3,5 m, sur un terrain d'assiette de 1,6 ha, pour une puissance totale de 2 MWc ;
- installation d'une batterie de stockage de technologie lithium-fer-phosphate (LFP), de 2 MW de puissance nominale et de 4 MWh de capacité, en vue d'équilibrer sur une journée l'injection de l'énergie produite sur le réseau ;

- raccordement au réseau d'électricité envisagé en accotement de chaussée sur une ligne moyenne tension à proximité.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur un ancien site de dépôt de déchets inertes, identifié par le document-cadre relatif aux installations de production d'énergie photovoltaïque sur des terrains agricoles, naturels et forestiers d'Ille-et-Vilaine.

Considérant que :

- l'usage passé du site limite sa sensibilité du point de vue de la biodiversité et de la qualité des sols ;
- le maintien des haies périphériques assure la préservation de la biodiversité qui fréquente ces milieux et favorise l'intégration paysagère du projet ;
- une étude de sol sera réalisée et permettra de déterminer la nature de l'ancrage des structures, en fonction du risque de transfert d'éventuels éléments polluants vers la nappe (pieux battus en l'absence de pollution des sols ou plots béton lestés dans le cas contraire) ;
- le système de stockage sur batterie prend en compte le risque d'incendie et les incidences associées (système de détection et d'extinction automatique, rétention des eaux d'extinction) ;
- le raccordement au réseau électrique à proximité et en accotement de voirie n'est pas susceptible de générer des incidences notables sur les milieux traversés.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **construction d'une centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit Bois Martin à Goven (35)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Éric
Le mercredi 26 août 2026